

Le Nouvel Observateur, 22 août 2013

26

ENQUÊTE SUR UNE RÉFORME QUI DIVISE LA GAUCHE

L'Elysée entre juges et flics

Un échange de notes acrimonieuses a fait voler en éclats l'image de couple modèle qu'avaient entrepris de construire Christiane Taubira et Manuel Valls. Reste à Matignon et, surtout, au chef de l'Etat à arbitrer un débat où se mêlent querelles de fond et d'ego

François Hollande déteste qu'on lui force la main. C'est dire le président a modérément apprécié la publication dans « le Monde » du 14 août d'un courrier de Manuel Valls lui enjoignant d'arbitrer dans les plus brefs délais son différend avec la garde des Sceaux, Christiane Taubira, au sujet du projet de loi de réforme pénale. La missive pressante expédiée le 25 juillet par le ministre de l'Intérieur tout comme la réponse outragée de Taubira auraient dû demeurer dans le secret des archives de la République pendant cinquante ans ! Leur divulgation a fini de gâcher la petite semaine de repos que venait d'accorder le chef de l'Etat. Pis, cette nouvelle foire d'empoigne au sein du gouvernement a recouvert la petite méthode de l'embellie économique que le président avait escomptée et qui semblait confirmée par le rebond de la croissance au deuxième trimestre de 2013.

Accusé, levo-vost! François Hollande, l'ex-magistrat de la Cour des Comptes, n'a guère d'appétence pour la matière judiciaire. Il lui faut surtout désormais trancher un débat qui électrise la droite et qui divise la gauche. Le président doit-il tenir sa promesse électorale d'abroger les peines planchers, pierre angulaire de la philosophie répressive héritée de Sarkozy, afin de privilégier des solutions alternatives à l'emprisonne-

ment, de désengorger un système pénitentiaire à bout de souffle et de lutter contre la récidive, comme le souhaitent la garde des Sceaux ? Ou bien doit-il se ranger définitivement aux arguments autoritaires et sécuritaires de Valls, qui filigane les innovations de la chancellerie – création d'une peine de probation pour sanctionner les délits, possibilité d'une libération conditionnelle aux deux tiers de l'incarcération... – et agite la menace d'un désastre électoral aux municipales de mars 2014 si le gouvernement prête le flanc : ne proce en l'absence que ne manqueraient pas d'instruire la droite et l'extrême droite ?

Le dilemme est cornélien. Et pour tout dire bien peu hollandais car il n'offre guère de prise à la synthèse. Vider la réforme de sa substance ou l'ajourner sine die serait prendre le risque de décevoir – encore – la gauche historique, qui se souvient des philippiques de Robert Badinter contre les peines planchers. Et prendre aussi le risque de voir la populiste Taubira claquer la porte du gouvernement. D'un autre côté, moderniser le dispositif répressif français, dont chacun connaît les dysfonctionnements – surcharge des tribunaux, surpopulation carcérale, non-exécution de 100 000 peines prononcées... –, revient à prendre le risque d'une vicieuse polémique et à fournir à Valls, qui aura pris date, un ultime be-

vet d'homme d'ordre. Sans surprise mais non sans raison, les émissaires de l'UMP dénoncent une contradiction insupportable au sein de l'équipe gouvernementale et réclament le départ d'un des deux ministres concernés. Sans waggone, le Front de Gauche de Mélenchon a dénoncé en Manuel Valls le représentant de « l'extrême droite du PS » et tenu de clover. Sans grand succès. Pour l'heure, ses accusations ou manières ont surtout réussi à souder les hiérarques socialistes autour de Valls.

Mais qui a bien pu transmettre cet échange de notes acrimonieuses au « Monde » ? Secret des sources journalistiques ! « Une petite main et certainement pas un ministre », jurent la plupart des conseillers des arcans administratifs. Valls comme Taubira jurent n'être pour rien dans l'indiscrétion. A l'Elysée, on murmure que le chef de l'Etat soupçonne plutôt la chancellerie et les milieux judiciaires d'être à l'origine de la fuite pour renverser le cours d'une négociation qui ne leur apparaît pas favorable et alerter la gauche humaniste. C'est aussi, sans surprise, la thèse discrètement colportée par l'entourage de Manuel Valls. Mais rien ne la démontre. Et la chancellerie se défend avec la dernière énergie d'être été à l'origine de ce coup médiatique ambigu. Du côté de la place Vendôme, on croit reconnaître le nude optométriste d'un ●●●

« Ces deux-là ne pouvaient s'entendre. Une fatalité bien française oppose toujours l'Intérieur et la Justice, et c'est la source de tous nos problèmes. »

Le Nouvel Observateur 22 août 2013 n° 2648